

Association LPBO
Siège social : 47, Grande Rue
02400 CHATEAU-THIERRY

Rapport du commissaire aux comptes
Sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2025

Rapport du commissaire aux comptes

sur les comptes annuels

Mesdames, Messieurs,

1. Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association LPBO relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association LPBO à la fin de cet exercice.

2. Fondement de l'opinion

a) Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder une opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

b) Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 01 janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport

c) Observations

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les incidences de la première application du règlement ANC n°2022-06 exposées dans l'annexe des comptes annuels au paragraphe « Règles et méthodes comptables ».

3. Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

4. Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du Trésorier et dans les documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

5. Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

6. Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.


Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Fait à Bezannes,
Le 13 juin 2026

Ôdit & stratégie
Commissaire aux Comptes

Représentée par
Sandrine SAUTRET



ANNEXE : Description détaillée des responsabilités du commissaire aux comptes

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Bilan Actif



		Du 01/01/2025 Au 31/12/2025			Du 01/01/2024 Au 31/12/2024
Etat exprimé en €		Brut	Amortis. Provisions	Net	Net
Frais d'établissement (I)					
ACTIF IMMOBILISE	Immobilisations Incorporelles :				
	Frais de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	432	432		
	Fonds commercial				
	Autres immobilisations incorporelles				
	Immobilisations incorporelles en cours, avances et acomptes				
	Immobilisations Corporelles :				
	Terrains				
	Constructions	159 881	42 947	116 934	121 709
	Installations techniques, mat. et outillage indus.	15 761	11 849	3 912	3 519
	Autres immobilisations corporelles	69 549	64 115	5 434	16 374
	Immobilisations corporelles en cours, avances et acomptes				
	Biens reçus par legs ou donations dest. à être cédés				
	Immobilisations Financières :				
	Participations	14 928		14 928	14 487
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
	Autres immobilisations financières				
Total de l'actif immobilisé (II)		260 550	119 342	141 207	156 088
ACTIF CIRCULANT	Stocks et en-cours :				
	Stocks et en-cours				
	Créances :				
	Créances clients, usagers et cpt. rattachés	53 980	6 763	47 218	55 151
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres créances	64 130		64 130	45 278
	Charges constatées d'avance	3 761		3 761	5 769
	Valeurs mobilières de placement	40 000		40 000	39 963
	Instruments financiers à terme et jetons détenus				
	Disponibilités	240 181		240 181	267 554
Total de l'actif circulant (III)		402 052	6 763	395 289	413 714
Frais d'émission des emprunts (IV)					
Primes de remboursement des emprunts (V)					
Écarts de conversion et différences d'évaluation - Actif (VI)					
TOTAL ACTIF (I+II+III+IV+V+VI)		662 602	126 105	536 497	569 802

Bilan Passif



tat exprimé en €

Du 01/01/2025
Au 31/12/2025Du 01/01/2024
Au 31/12/2024

FONDS PROPRES	Fonds propres :		
	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Écarts de réévaluation		
	Réserves :		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
REPORTÉS ET	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres		
	Report à nouveau	359 814	389 592
	Excédent ou déficit de l'exercice	-32 666	-29 777
	Situation nette (sous total)	327 148	359 814
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement	664	5 126
	Provisions réglementées		
	Total des fonds propres (I)	327 812	364 941
	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
PROVISIONS	Fonds dédiés		
	Total des fonds reportés et dédiés (II)		
	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges		
	Total des provisions (III)		
	Emprunts obligataires et assimilés		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	78 379	92 396
	Emprunts et dettes financières diverses		
	Instruments financiers à termes		
	Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	24 286	23 847
DETTES	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	89 368	87 634
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	761	985
	Produits constatés d'avance	15 891	
	Total des dettes (IV)	208 685	204 862
	Écarts de conversion et différences d'évaluation - Passif (V)		
	TOTAL PASSIF (I+II+III+IV+V)	536 497	569 802

Compte de résultat - Produits



Etat exprimé en €

	Du 01/01/2025 Au 31/12/2025	Du 01/01/2024 Au 31/12/2024
Cotisations	95	420
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de service	406 703	430 442
dont parrainages		
Production stockée		
Production immobilisée		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	417 923	443 462
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consomptible		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		5 000
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières	127 109	143 000
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	6 165	10 269
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits	25	136
Total des produits d'exploitation (I)	958 020	1 032 729
Participations	439	427
Autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	5 635	5 912
Reprises sur dépréciations et provisions	37	647
Différences positives de change		
Produits des immobilisations financières cédées	5 280	
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie		
Total des produits financiers (II)	11 391	6 986
Produits exceptionnels (III)	0	29 228
TOTAL DES PRODUITS (I + II + III)	969 411	1 068 944
SOLDE DEBITEUR = DEFICIT	32 666	29 777
TOTAL GENERAL	1 002 078	1 098 721

Compte de résultat - Charges



at exprimé en €

Du 01/01/2025
Au 31/12/2025

Du 01/01/2024
Au 31/12/2024

Achats de marchandises	-8	-82
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	143 538	192 544
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	13 128	13 913
Salaires	713 195	750 197
Cotisations sociales	93 929	95 684
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	15 924	17 549
Dotations aux provisions	2 824	9 578
Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées	4 830	
Report en fonds dédiés		
Autres charges	9 191	15 353
Total des charges d'exploitation (I)	996 550	1 094 735
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	1222	1412
Différences négatives de change		
Valeurs comptables des immobilisations financières cédées		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie		
Total des charges financières (II)	1222	1412
Charges exceptionnelles (III)	4194	6993
Participation des salariés aux résultats (IV)		
Impôts sur les bénéfices (V)	112	112
TOTAL DES CHARGES (I + II + III + IV + V)	1002078	1103252
SOLDE CREDITEUR = EXCEDENT		
TOTAL GENERAL	1002078	1103252

Annexe aux Comptes Annuels 2025

I. L'entité

a) L'objet social

L'Association a pour objet, de permettre à des personnes sans emploi, rencontrant des difficultés sociales et professionnelles particulières, de bénéficier de contrats de travail en vue de faciliter leur insertion sociale et professionnelle.

L'Association Intermédiaire assure la mise à disposition de main d'œuvre à titre onéreux mais à but non lucratif.

b) Les missions

Recrutement des personnes dépourvues d'emploi pour les mettre à titre onéreux à la disposition de personnes physiques ou morales.

Proposer un accueil, un soutien social, et un accompagnement socio-professionnel aux demandeurs d'emploi du territoire conventionné.

Contribuer à l'élaboration d'itinéraires personnalisés.

L'association porte deux Ateliers Chantier d'Insertion (ACI).

c) Les moyens mis en œuvre

Mise en place d'une Convention de coopération avec Pôle Emploi pour permettre le recrutement de personnes en situation de demandeur d'emploi.

Mise en place d'informations collectives et de rendez-vous individuels avec l'accompagnatrice socioprofessionnelle pour inscrire et accompagner les demandeurs d'emploi.

Mise en place de contrats de travail de mise à disposition de personnel dans le cadre des services à la personne, aux associations, aux collectivités territoriales et pour les professionnels (CDDU).

Mise en place d'ateliers chantiers d'insertion sur les métiers du bâtiment second œuvre et sur la création et l'entretien d'espaces verts (CDDI).

II. Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.



Le bilan de l'exercice présente un total de 536 497 €.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total produit de 969 411 € et un total charges de 1 002 078 €, dégageant ainsi un déficit de 32 666 €.

L'exercice considéré débute le 01/01/2025 et finit le 31/12/2025.
Il a une durée de 12 mois.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation.
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

La première application du règlement ANC N°2022-06 constitue un changement de méthode comptable.

Les comptes annuels de l'exercice clos ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement ANC n° 2018-06 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif, et pour les dispositions non prévues par ce règlement, conformément au règlement ANC n° 2014-03 relatif au Plan comptable général, dans sa version applicable à la clôture de l'exercice, notamment issue du règlement ANC n° 2022-06.

III. Faits majeurs

Départ du directeur entraînant une réorganisation interne.

IV. Bilan actif

Immobilisations :

a) - Valorisation des Immobilisations :

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires) minoré des remises, rabais et escomptes obtenus.

Les mouvements des immobilisations sont joints (Immobilisations 2054).

b) - Amortissement des Immobilisations :

Les biens susceptibles de subir une dépréciation sont amortis selon le mode linéaire :

-selon une durée réelle d'existence des différents composants d'une immobilisation, étant donné l'obligation légale d'application selon le règlement du Comité de la réglementation comptable (CRC) n°2004-06 sur les actifs applicables depuis le 1er janvier 2005.

Pour les immobilisations incorporelles :

-les logiciels sont amortissables sur une durée de 1 à 5 ans.

Pour les immobilisations corporelles, elles sont amortissables.

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Les amortissements sont calculés selon le mode linéaire ou dégressif (fiscal) en fonction de la durée normale d'utilisation du bien.

Immobilisations non décomposables : conformément aux mesures de simplifications pour les PME, ces immobilisations sont amorties sur la durée d'usage fiscalement admise.

Immobilisations décomposables : si les éléments d'un actif ont des durées d'utilisations différentes, chaque élément est comptabilisé séparément et un plan d'amortissement propre à chacun est retenu.

La dépréciation des immobilisations est évaluée par l'entité à chaque clôture, au moyen de test de dépréciation effectué dès qu'existe un indice de perte de valeur.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

Nature des composants des immobilisations	Nombre d'années
Construction	30 à 50
Construction et installation générale	25
Matériels	4 à 10
Installations et agencements	4 à 15
Mobilier	3 à 10
Matériel informatique	5 à 10
Matériel de bureau	2 à 5
Matériel de transport	

Les mouvements des amortissements sont annexés (amortissements 2055).



Produits et Charges constatés d'avance :

- Charges constatées d'avance : 3 760.83 €
- Produits constatés d'avance : 15 890.66 €

Produits à recevoir :

Comptes	Libellé	Montant
4287	PERSONNEL - DUE SUR MUTUEL	23.54 €
4487	CLESENCE – POUR FONCTIONNEMENT	19 000.00 €
44181	SUBVENTION CD POUR ACI - SOLDE	16 415.20 €
	SUBVENTION CD POUR ACI – PART VARIABLE	3 621.00 €
	MODULATION ASP ACI QV	9 516.00 €
	REGUL AIDE AUX POSTES 2025	4 860.04 €
	TOTAL	53 435.78 €

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

V.Bilan passif**Fonds propres :**

VARIATION DES FONDS PROPRES	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Report à nouveau	389 592 €	- 29 777€			359 814 €
Excédent ou déficit de l'exercice	- 29 777€	- 29 777€		- 32 666€	- 32 666€
Situation nette					327 148 €
Subvention d'investissement	5 126 €			4 462 €	664 €

Fonds dédiés : Néant

Créances et Dettes :

Elles sont évaluées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est éventuellement pratiquée sur les créances dont le recouvrement est compromis.
L'état des dettes et créances 2057.

VI. Informations relatives au compte de résultat

Produits et Charges exceptionnels



Produits exceptionnels : Néant

Charges exceptionnelles : 4 193.66 €

Dont :

- 189.44 € fourrière
- 104.22 € perte sur mutuel
- 3 900.00 € correction d'écriture

Rémunérations (et avantages en nature) des 3 plus hauts cadres dirigeants salariés et bénévoles : Néant

Subventions d'exploitation :

N° COMPTE	INTITULE	MONTANT
731002	ASP AI	17 154.14 €
731007	ASP ACI BAT	167 480.13 €
731008	ASP ACI QV	154 320.98 €
731017	ETAT MODULATION ACI BAT	4 952.57 €
731018	ETAT MODULATION ACI QV	4 563.43 €
7414	AIDE SALAIRE CUI	2 697.55 €
7429237	CONSEIL DEPARTEMENTAL ACI BAT	24 825.09 €
7429238	CONSEIL DEPARTEMENTAL ACI QV	19 833.91 €
74141	CARCT SUBVENTION AI	0 €
743	CARCT SUBVENTION ACI QV	0 €
744202	MAIRIE DE CHATEAU-THIERRY AI	1 000.00 €
7551017	CLESENCE MATERIEL ACI BAT	26 689.77 €
7551027	CLESENCE FONCTIONNEMENT ACI BAT	38 000.00 €
7551018	CLESENCE MATERIEL ACI QV	24 419.57 €
7551028	CLESENCE FONCTIONNEMENT ACI QV	38 000.00 €
	TOTAL	523 864.14 €
731022	ETAT – SUR EXERCICE ANTERIEUR AI	618.24 €
731027	ETAT – SUR EXERCICE ANTERIEUR ACI BAT	8 393.25 €
731028	ETAT – SUR EXERCICE ANTERIEUR ACI QV	7 236.64 €
	TOTAL	16 248.13 €

VII. Engagements



Information sur les indemnités de fin de carrière :

Le montant des droits des salariés acquis au titre de l'indemnité de départ, qui sera pris en tenant compte d'une probabilité de présence dans l'association à l'âge de la retraite, n'est pas comptabilisé car non significatif.

Engagements hors bilan :

Neant

VIII. Contributions volontaires en nature

Dans le cadre de l'activité de nos Ateliers Chantier d'Insertion, Clésence (bailleur social) nous met à disposition des locaux à usage de bureaux et de vestiaires dont le coût est de :

- Charly sur marne 309 €/ mois soit 2 163 € de janvier à juillet 2025
- Château-Thierry, Vaucrises 341€/mois soit 2 387 € de juillet à décembre 2025
- Château-Thierry, Blanchard 244 €/mois soit 2 930 €/an